

Journée internationale contre le racisme

Moins de droits pour les immigrés en Espagne

DNC à Madrid Mohamed Boundi

La célébration, le 21 mars, de la Journée internationale contre le racisme, a été l'occasion de faire le bilan de la situation des immigrés en Espagne, et révéler les difficultés qu'affronte ce collectif en période de crise. Il s'agit à la fois d'une crise de valeurs et d'une autre économique. L'immigré doit, d'une part démontrer sa capacité d'intégration dans la société d'accueil, et en même temps, affronter les dures conditions de vie dans une période de vaches maigres.

Aussi bien les acteurs sociaux que les militants en faveur d'une égalité de droits et d'opportunités entre tous les résidents en Espagne, déplorent le recul que connaît le pays en termes de droits fondamentaux et d'opportunités au marché du travail aussi bien pour les immigrés que pour les autochtones.

De ce fait, l'Association SOS Racisme a attiré l'attention, dans un manifeste lu dimanche à Madrid sur la recrudescence de la discrimination raciale aux niveaux social, politique et législatif. Dans un contexte de crise économique, comme celui que connaît l'Espagne, « l'utilisation intéressée du message de la peur et de l'insécurité » conduit à des attitudes « passives » des citoyens face à la réduction sans précédent des droits sociaux et des libertés.

Dans son manifeste, SOS résume en termes clairs le climat d'alarme qui règne dans les milieux immigrés et désapprouve la nouvelle politique migratoire appliquée par les services publics, observant que durant les douze derniers mois, les symptômes de l'augmentation du racisme ont été constants. Le nombre élevé de plaintes parvenues à SOS Racisme dans ce sens les corrobore. L'Espagne, comme le reste du monde, est confrontée à une profonde crise économique, provoquée par les spéculations financières et immobilières de grandes entreprises, mais leurs conséquences les plus dramatiques se traduisent par l'augmentation du chômage et la réduction des fonds destinés aux politiques sociales, dont la réduction de 30% du budget destiné à l'intégration des immigrés. Cette situation risque de conduire à l'explosion du racisme social, spécialement dans les zones où coexistent des travailleurs autochtones et étrangers et où les infrastructures et services de l'administration publique sont moins abondants. Cependant, observe SOS Racisme, les divers pouvoirs publics préfèrent « prévenir » une possible xénophobie des citoyens « en appliquant des politiques xénophobes », spécialement contre les immigrés en situation irrégulière en les convertissant en « coupables » de tous les problèmes de la société. De cette manière, « ils prétendent donner une image de dureté en quête de quelques votes en développant les pires instincts d'égoïsme et d'individualisme ». D'autant plus, la dernière modification de la loi régissant les conditions de résidence et de travail des étrangers a été considérée comme un pas en arrière par rapport aux droits acquis par le collectif des immigrés.

Dans ce scénario, le spectre de l'abandon de l'Espagne devient de plus en plus palpable dans le milieu des immigrés qui oublie, avec résignation, tout rêve d'intégration et de vie dans une société à laquelle ils ont apporté leur travail et leur illusion comme le reste des citoyens.